



POUR DES SALAIRES ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL DÉCENTES !!!

Des moyens supplémentaires pour une école ambitieuse

Malgré la crise sanitaire qui a révélé un manque de moyens chronique, le gouvernement persiste dans sa politique de suppressions de postes alors que les moyens sont déjà insuffisants. Pour l'académie de Normandie, c'est :

- 150 postes dans le 2nd degré, alors que le nombre d'élèves augmente - suppressions en partie masquées par une augmentation des heures supplémentaires alors que les enseignants sont déjà épuisés.

- les lycées professionnels qui subissent la plus forte perte de postes.

- une hausse relative des moyens dans le 1 er degré bien insuffisante au vu des postes nécessaires pour assurer les dédoublements en REP, pour augmenter les décharges des directeurs d'école et ouvrir les classes partout où cela s'impose.

La rentrée 2020, placée sous le signe de la crise sanitaire et sociale, nécessitait un investissement exceptionnel en moyens pédagogiques, sociaux ou de santé pour maintenir un équilibre pédagogique fragile mais au lieu de ça M. BLANQUER choisit de ne faire aucun cas de la souffrance des personnels et des élèves. Il décide de transférer les médecins scolaires et les infirmières aux collectivités. Il instaure des inégalités entre les établissements, notamment en désorganisant les épreuves du bac. Il transfère à chaque établissement la responsabilité de mettre en œuvre le protocole sanitaire au mépris de la sécurité des élèves et personnels. Il recourt aux contractuels dans le 1 er degré en lieu et place de recrutements statutaires.

Nous exigeons :

- **une diminution significative du nombre d'élèves par classe.**
- **un recrutement massif d'enseignants par l'ouverture de places au concours.**
- **un appel immédiat aux listes complémentaires pour faire face à l'urgence de la crise.**

Augmenter les salaires pour reconnaître le métier

Le budget 2021 prévoit une augmentation totalement insuffisante :

- 400 millions d'euros pour 800 000 agents.

- 69 % des personnels ne sont pas concernés par les mesures du Grenelle, rien pour les AED et les AESH.

- rien pour compenser la perte de pouvoir d'achat depuis 10 ans qui représente en moyenne 275 € par mois.

Nous exigeons :

- **le dégel du point d'indice avec un rattrapage immédiat des salaires afin d'obtenir une rémunération décente et de redonner de l'attractivité au métier.**
- **une véritable augmentation de salaire, et pas seulement des primes.**
- **un vrai statut, une formation professionnalisante et une augmentation sensible de leurs salaires pour les AED et AESH, qui sont malheureusement exclus des négociations alors qu'ils sont en première ligne dans la crise sanitaire.**

TOUS EN GRÈVE LE MARDI 26 JANVIER 2021

14H00 devant l'Inspection Académique à EVREUX

Contre la suppression des REP et la pression hiérarchique

Le gouvernement a pour projet, en l'expérimentant dans trois académies et en le généralisant à la rentrée 2022 :

- la délabellisation de tous les collèges REP annoncée pour 2022.
- le maintien temporaire des collèges REP+ jusqu'à la refonte des QPV (Quartiers prioritaires de la Ville).
- pour les enseignants : la perte de toutes les indemnités et bonifications.
- la fin de la limitation des effectifs, et donc la dégradation des conditions de travail et d'enseignement pour tous.
- une « contractualisation » des moyens sur trois ans, qui va accentuer la culture de compétition, l'autonomie des établissements, la pression exercée sur les équipes avec un pilotage par les résultats, projets, dispositifs innovants, etc.

L'autre objectif est, à enveloppe constante, l'intégration nouvelle des établissements ruraux et de l'enseignement privé qui a déjà obtenu du ministre l'accord pour pouvoir contractualiser à leur tour.

C'est pourquoi nous devons continuer à exiger :

- **une politique d'éducation prioritaire ambitieuse avec un classement REP de la maternelle au lycée.**
- **une enveloppe budgétaire pour répondre aux besoins.**
- **une reconnaissance financière pour tous les personnels (AED, AESH...)**

Pour une politique éducative émancipatrice

Le Grenelle de l'éducation engagé par le ministre est une mascarade de négociation. S'il n'apporte que très peu d'avancées en terme rémunération, il vise également à remettre en cause les missions et le statut des enseignants en profondeur. Après s'être attaqué au lycée et au baccalauréat, le ministre continue ses réformes idéologiques à l'école primaire en étendant l'apprentissage « des fondamentaux » à l'école maternelle avec une politique de l'évaluation nationale systématique. Là où les enfants ont besoin de sociabilisation et de découverte du monde qui les entoure, M. BLANQUER veut les enfermer dans l'apprentissage des fondamentaux et dans la pression perpétuelle de l'évaluation quitte à creuser les difficultés et les inégalités.

C'est pourquoi nous exigeons :

- **une école émancipatrice qui vise à réduire les inégalités sociales.**
- **le maintien du baccalauréat comme diplôme national, ponctuel et anonyme.**
- **le maintien des programmes nationaux.**

L'intersyndicale FO, FSU, CGT, SUD Education appelle les personnels à se réunir pour préparer

la grève le mardi 26 janvier
et ses suites.

Elle invite les personnels à mandater des délégués pour une assemblée générale

le mercredi 27 janvier à Evreux

bourse du travail, 17 ter, rue de la Côte blanche 27000 Evreux

afin de faire le point sur la situation et décider des suites de l'action.